



FORUM POUR UNE GOUVERNANCE
DÉMOCRATIQUE MONDIALE
FORUM FOR DEMOCRATIC
GLOBAL GOVERNANCE

**Société civile au Moyen-Orient
et en Afrique du Nord
Démocratiser la gouvernance :
du local au mondial**

Stockholm, Suède
1^{er} et 2 novembre 2011

La revendication de nouveaux modèles de développement au cœur des révolutions populaires dans la région arabe : dangers découlant des institutions multilatérales et régionales dans la sphère des finances et du développement

Kinda Mohamadieh

INTRODUCTION

Entre autres violations des droits économiques et sociaux, les griefs économiques, la pauvreté, les inégalités, le chômage et l'effondrement des salaires furent à l'origine des révolutions et des soulèvements dans la région arabe. De fait, tant en Tunisie qu'en Égypte, les révolutions ont montré les liens qui existent entre les exigences politiques, économiques et sociales, et le besoin de réformes. À l'instar des soulèvements populaires dans d'autres pays arabes, ces révolutions ont été déclenchées par un ensemble de facteurs : des années de répression politique, de corruption et de violations des droits civiques et politiques, d'exclusion et d'inégalités économiques et sociales.

Aujourd'hui, les habitants de plusieurs pays arabes ont reconquis leur place de citoyens ayant leur mot à dire dans l'édification des systèmes politiques et de gouvernance du pays. La viabilité de toute transition démocratique à venir dépendra de la capacité d'établir une nouvelle base pour les rapports entre les citoyens et l'État, ancrée dans le respect des droits, la participation, l'adoption de mécanismes de reddition de comptes et la reconnaissance de responsabilités mutuelles. La démocratie suppose la pratique de tous les éléments de la citoyenneté, tant sur le plan politique et social que culturel ou économique. Les révolutions ne peuvent donc atteindre leurs objectifs, y compris sur le front politique, sans réévaluer le statu quo économique pour démanteler et restructurer les systèmes et politiques économiques de façon à mettre à l'avant-plan les droits des citoyens. Il faut pour cela que la réflexion sur les modèles et mécanismes de gouvernance s'accompagne d'une redéfinition du rôle de l'État et de l'art de gouverner¹ dans les pays arabes.

On n'a toutefois pas encore abordé les enjeux économiques et politiques dans le cadre d'un dialogue représentatif à l'échelle nationale. De plus, les pays en transformation ignorent encore de quel espace national ils disposent pour aborder la reconstruction des modèles économiques et de développement. Ce débat n'a trouvé que peu ou pas de place dans les processus électoraux entrepris en Tunisie et en Égypte à la suite des révolutions, y compris parmi les groupes politiques et les candidats.

Au-delà de la simple adhésion à l'économie de marché de la part des partis politiques et représentants du gouvernement de transition², il faut un débat plus critique et plus profond sur le modèle à adopter. L'une des questions centrales à aborder sur le plan économique et social est le rôle joué par l'État dans ce modèle. Et la façon de repenser les politiques macroéconomiques

¹ L'art de gouverner étant défini comme celui de *gouverner un pays*; : <http://www.thefreedictionary.com/statecraft>

² Voir ces citations :

« *L'Égypte ne renoncera pas à l'économie de libre marché, mais l'État doit être fort et capable d'appliquer la loi, et de protéger la concurrence* » déclaration (en anglais) du ministre des Finances du gouvernement de transition égyptien (El-Beblawy), tirée du site Web du ministère des Finances égyptien :

<http://www.mof.gov.eg/English/MOFNews/Media/Pages/Egyptwillnotbackdownonafreemarketeconomy.saysfinanceminister.aspx>

« *Un quelconque changement de politique économique ne se traduit pas par un retrait de l'économie de marché; il faut toutefois s'attendre à plus d'intervention et de réglementation en vue d'accroître les recettes publiques et leur redistribution.* » déclaration (en anglais) d'Ibrahim Awad, professeur de pratique au département d'administration et de politique publique de l'Université américaine du Caire, tirée de Arab Spring Undermines Support for Economic Liberalization Policies in the Middle East, paru le 26 juillet 2011, en ligne :

<http://knowledge.wharton.upenn.edu/arabic/article.cfm?articleid=2695>)

pour appuyer l'avancée des droits économiques et sociaux. Pour trancher ces questions, il ne suffit pas de choisir entre une économie de marché ou une économie dirigée et planifiée par l'État. Le dialogue doit plutôt porter sur l'équilibre entre le rôle de l'État et celui du marché. Dans ce contexte, des enjeux majeurs ont trait aux moyens de rebâtir une économie nationale où les politiques de développement sont issues de visions locales et nationales reflétant les difficultés de développement qui se posent au peuple (dont la pauvreté, le chômage et les inégalités).

Cela fait des années que les politiques économiques sont en grande partie influencées, voire menées, par des recettes venues d'ailleurs. On a souvent appliqué des politiques conformes aux attentes, aux exigences, voire aux décisions de forces externes. Les milieux intellectuels voient souvent ces réalités de la gouvernance mondiale et nationale comme un signe de l'érosion de *l'État démocratique*. Cette érosion se produit dans le cadre de la cession des pouvoirs économiques souverains à des institutions internationales qui limitent la capacité des pays en développement de faire des choix indépendants en matière de développement.³ De fait, il est inévitable de nos jours que les priorités économiques nationales soient intimement liées à la gouvernance économique mondiale, y compris à une idéologie et un système nourris par les institutions multilatérales et régionales dans la sphère des finances et du développement.

Ce document porte sur le rôle et l'influence stratégique dans les pays arabes des institutions multilatérales et régionales dans la sphère des finances et du développement. Axé sur l'Égypte et la Tunisie, il souligne le type d'avis stratégiques reçus par les gouvernements de toute la région, avant et après les révolutions, et ce qui fait que ces avis n'ont pas de résultats positifs pour les populations de la région. On y aborde aussi les dangers qui en découlent pour les révolutions populaires et un aperçu des revendications des groupes de la société civile.

PARTIE I : Les économies arabes et le rôle des institutions financières internationales

À l'instar des autres économies arabes, les économies de la Tunisie et de l'Égypte ont été structurées depuis trois décennies par une approche privilégiant un certain type de croissance qui néglige les objectifs de développement et les droits économiques et sociaux de la population. Les décideurs ont mis l'accent sur l'intégration à l'économie mondiale par la libéralisation du commerce et de l'investissement, l'emprunt, l'expansion des privatisations et partenariats public-privé, la déréglementation économique et un souci démesuré de stabilité macroéconomique.⁴ Parallèlement, on a marginalisé la capacité de production nationale et, dans l'ensemble, les projets de développement national. On ne s'est pas occupé des inégalités, de l'autonomisation par la création d'emplois et les salaires, ni de l'élaboration de vastes plans sociaux fondés sur les droits⁵. Ces pays connaissent donc une croissance économique accompagnée d'une hausse de la pauvreté, du chômage et des inégalités.⁶

³ B.S. Chimni (2006); « *Third World Approaches to International Law: A Manifesto* »(p. 7); International Community Law Review 8: 3–27, 2006. 3, Koninklijke Brill NV. Imprimé aux Pays-Bas.

⁴ Ces mesures font partie d'un ensemble de réformes néolibérales, que l'on appelle le *consensus de Washington*; voir : <http://www.cid.harvard.edu/cidtrade/issues/washington.html>.

⁵ Voir le rapport intitulé « *Development Challenges in the Arab States: A Human Development Approach* », préparé par le Programme des Nations Unies pour le développement et la Ligue des États arabes (décembre 2009).

⁶ Les pays arabes ont connu une hausse de leur PIB depuis 2003, soit une hausse de 7,3 % en 2003 par rapport à 3 % en 2002. Cela s'est poursuivi en 2004, 2005 et 2006, alors que les pays arabes enregistrèrent un taux de croissance respectif moyen de 7,3, 8 et 6,6 %. Le taux de croissance du PIB des pays arabes en 2008 fut d'environ 6,6 % par rapport à 5,2 % en 2007. (Source : Joint Arab Economic Report 2010 and 2009; en ligne :

Dans ce contexte, les frontières se brouillèrent entre élites politiques dirigeantes et puissances économiques, chacun renforçant l'autre. Les puissances politiques et les groupes au pouvoir ôtèrent à l'État la responsabilité première de promouvoir et structurer un projet de développement national. Ils optèrent plutôt pour les recettes néolibérales reflétant les propositions mondiales orthodoxes, ce qui leur assura l'appui des puissances mondiales. En ce sens, le projet néolibéral se trouva à renforcer les pratiques oppressives et autocratiques dans la région.

Les institutions financières internationales (IFI) jouèrent un rôle majeur dans la définition des politiques économiques et sociales dans plusieurs pays arabes, et celle des programmes d'ajustement structurel qui y ont été adoptés dans les années 1980.⁷ On y prônait le recentrage des politiques macroéconomiques pour combattre l'inflation, attirer l'investissement étranger et ouvrir davantage le commerce et les mouvements de capitaux tout en marginalisant l'emploi et la répartition équitable des revenus. La remise en question de ces conditionnalités étrangères devint de plus en plus absente de la sphère publique dans ces pays. Cela s'expliquait en partie par la répression politique et la participation publique limitée à la définition des politiques, et en partie par la nécessité pour les partis d'opposition et les groupes de la société civile de se battre pour le simple droit d'exister. Les avis du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) furent souvent appuyés et prônés par d'autres acteurs internationaux, tels l'Union européenne et les États-Unis, et adoptés d'emblée par les régimes totalitaires de la région.

En septembre 2010, le FMI louait encore « *la bonne gestion macroéconomique et les réformes structurelles des dix dernières années [de la Tunisie]* », et incitait même le pays à continuer dans le même sens en « *contrôlant les dépenses publiques sur les salaires et les subventions sur les aliments et le carburant* »⁸. Ces recommandations figuraient dans le même document qui notait le coût croissant de l'alimentation dans le pays en raison de la fluctuation mondiale des prix. De même, le rapport du FMI (relatif à la consultation au titre de l'article IV) paru en avril 2010 commentait ainsi de manière favorable l'économie égyptienne :

« Cinq ans de réformes et de politiques macroéconomiques prudentes ont créé le cadre permettant de réagir à la crise financière mondiale et les politiques fiscales et monétaires »

<http://www.amf.org.ae/content/joint-arab-economic-report>). Selon les seuils nationaux, les niveaux de pauvreté étaient en moyenne d'environ 30 % dans les pays arabes les moins développés (Comores, Soudan, Djibouti, Yémen, Mauritanie et Palestine) et d'environ 20 % en Égypte, 13 % en Jordanie, 11,4 % en Syrie, 9 % au Maroc et 8 % au Liban. Source : Arab joint economic report 2009, produit par le Fonds monétaire arabe. Le rapport 2010 des OMD démontre que le niveau de pauvreté dans la région de l'Asie occidentale et l'Afrique du Nord est le plus bas parmi d'autres régions; on note cependant une tendance à la hausse entre 1990 et 2005 en Asie occidentale, soit de 2 à 6 %, et une tendance à la baisse pour la même période en Afrique du Nord, soit de 5 à 3 %. Ces données sont fondées sur le calcul du revenu d'un dollar par jour.

⁷ Des gouvernements consécutifs du régime Ben Ali ont fidèlement respecté les conditions du FMI et de la BM, dont le renvoi de travailleurs du secteur public, l'élimination du contrôle des prix des denrées essentielles et l'application d'un vaste programme de privatisation. (Source : Michel Chossudovsky (2011), « *Tunisia and the IMF's Diktats: How Macro-Economic Policy Triggers Worldwide Poverty and Unemployment* » www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=22867). En Égypte, ce sont les travailleurs et les agriculteurs qui ont le plus souffert de la hausse des prix et du retrait des subventions agricoles, deux mesures comprises dans les conditions imposées par le FMI. (Source : Gaye B. Muderrisoglu et Jonathan K. Hanson (2008), « *Authoritarian States and IMF Conditionality* », page 21).

⁸ Note d'information au public du FMI (NIP) no 10/121, 1^{er} septembre 2010, en ligne : <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2010/pn10121.htm>

*favorables de la dernière année ont été conformes à l'avis du personnel. Les autorités [égyptiennes] ont maintenu leur engagement envers la consolidation fiscale, conformément aux avis antérieurs quant aux vulnérabilités fiscales... De tels ajustements seront d'importance cruciale pour garder la confiance des investisseurs, préserver la stabilité macroéconomique et mettre en place une future politique fiscale anticyclique.*⁹

Dans ses rapports, le FMI a toujours prôné la réduction graduelle des subventions, la réforme des systèmes de pension et de santé, l'expansion de l'impôt sur la valeur ajoutée, l'introduction d'un impôt foncier, la poursuite de la privatisation et la multiplication des partenariats public-privé comme moyens d'accroître l'investissement d'infrastructure. Ironiquement, cela se passait alors même que l'on considérait le manque de transparence et la corruption comme des problèmes importants en Égypte.¹⁰ Cet acharnement à maintenir des politiques tout à fait inadéquates au fil des ans et ce mépris à l'endroit des priorités élémentaires de la population soulèvent des questions quant au rôle joué par le FMI et d'autres institutions financières aux programmes similaires dans la transition actuelle en Tunisie et en Égypte, entre autres pays arabes.

PARTIE II : Aperçu des avis stratégiques et de l'orientation générale des puissances et institutions mondiales en réaction au *printemps arabe*

À la suite des révolutions populaires en Tunisie et en Égypte, les institutions mondiales et les puissances occidentales s'empressèrent de présenter leurs visions et leurs propositions de partenariats économiques ainsi que leurs attentes à l'égard des deux pays. On promet de plus en plus d'aide pour soutenir la révolution populaire et cette aide s'accompagne d'une intensification du discours sur la transition vers la démocratie, le règlement des problèmes sociaux et la lutte au chômage. Voici un aperçu des déclarations émises dans ce contexte.

Le G8 et le G20 prirent position pour les révolutions populaires en Tunisie et en Égypte, qui, à l'instar des autres soulèvements populaires dans la région arabe, furent qualifiées de *printemps arabe* de façon populaire et simpliste. Le G8 et le G20 dirent clairement que toute l'aide passerait par les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement. Dès février 2011, dans une déclaration issue de leur rencontre à Paris, les pays du G20 annoncent qu'ils « *se tiennent prêts à appuyer l'Égypte et la Tunisie, en réagissant au moment opportun de façon coordonnée avec les institutions internationales et les banques régionales de développement en vue d'accompagner les réformes visant l'intérêt de l'ensemble de la population et la stabilisation de leurs économies* ». ¹¹ À la rencontre du G8 à Deauville, en France (mai 2011), le *printemps arabe* monopolisa quelque peu l'attention. ¹² Il en résulta une promesse, le

⁹ Fonds monétaire international (2010), Arab Republic of Egypt: 2010 Article IV consultation, country report no. 10/94, Washington, avril 2010. Pour une étude plus approfondie de ce rapport, voir : Bond, Patrick (2011), « Neo-Liberal Threats to North Africa », publié par la Review of African Political Economy, Vol. 38, No. 129, septembre 2011.

¹⁰ Voir : Corruption Perception Index; <http://www.transparency.org>

¹¹ Voir <http://www.bloomberg.com/news/2011-02-19/g-20-country-ready-to-support-egypt-tunisia-after-revolts.html> (consulté le 25 octobre) et <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/5955/Business/Economy/G-offers-Egypt.-Tunisia-help.-not-blessing.aspx> (consulté le 25 octobre)

¹² Le sommet de Deauville appelait à une extension régionale appropriée du mandat géographique de la BERD afin de couvrir des pays de la région, appelant aussi à la création d'un fonds de transition dédié pour permettre à la Banque d'amorcer ses activités au plus tôt. C'est dans ce cadre que le sommet du G8 annonça que les banques multilatérales de développement pourraient fournir plus de 20 milliards \$ (12 milliards £) à l'Égypte et la Tunisie

partenariat de Deauville, qui incluait « *un programme économique permettant aux gouvernements réformateurs de répondre à l'aspiration de leur population à une croissance forte et globale et contribuant à ce que le processus politique en cours consolide les libertés et la démocratie* », en plus de « *soutenir la cohésion sociale et la stabilité macroéconomique* » à court terme. Dans cet ordre d'idées, les pays du G8 ajoutèrent un ensemble « *approfondi et complet d'investissement et d'accords de libre-échange* ». Les pays du G8 appelèrent aussi le FMI et d'autres banques multilatérales de développement – dont la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale – à offrir « *du soutien... en vue de renforcer la gouvernance et stimuler le climat des affaires* ». En septembre 2011, on déplora qu'une fraction seulement du programme d'aide d'un milliard promis en mai se soit matérialisée.¹³ La Tunisie et l'Égypte avaient pourtant présenté au sommet du G8 des plans détaillés de leurs politiques économiques à court et à moyen terme.¹⁴

Les États-Unis (É.-U.)

Des représentants états-uniens et européens firent plusieurs visites dans la région à la suite des révolutions en Tunisie et en Égypte. Ainsi, en mars 2011, la secrétaire d'État des É.-U. Hilary Clinton se rendit en Tunisie où elle aborda les questions relatives à la réforme politique et économique, pendant que des manifestants protestaient contre cette visite perçue comme une ingérence états-unienne dans la révolution intérieure de la Tunisie.¹⁵ Plus tard, en septembre 2011, la Tunisie et les É.-U. signèrent un partenariat politique et économique conjoint É.-U.-Tunisie, présenté par la secrétaire Clinton comme « *le fondement de la relation [entre nos deux pays] qui soutiendra non seulement les besoins à court terme du peuple tunisien, mais aussi ses aspirations économiques à long terme* ».¹⁶ Cela se passait avant qu'un gouvernement élu ait eu la chance de mener un débat national sur les priorités économiques et les orientations stratégiques à adopter. De même, par la bouche de son ambassadeur en Égypte, les É.-U. exprimèrent le type de soutien économique proposé. L'ambassadeur insista sur l'importance de la liberté du commerce entre les deux pays, espérant pouvoir conclure bientôt un accord de libre-échange (ALE), et notant que « *nous [l'Égypte et les É.-U.] voulons travailler rapidement à établir les bases de la libéralisation du commerce, non seulement avec les É.-U., mais aussi avec les pays voisins [de l'Égypte]* ».¹⁷

entre 2011 et 2013. Pour consulter la déclaration du sommet de Deauville intitulée *Un nouvel élan pour la liberté et la démocratie*, voir en ligne : <http://www.canadainternational.gc.ca/g8/summit-sommet/2011/g8deauvilledeclaration2011-05-27.aspx?view=d>.

¹³ Voir : <http://www.nytimes.com/2011/09/22/business/global/western-finance-bodies-face-challenges-in-funding-arab-spring-countries.html?pagewanted=all> et <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/20933/Business/Economy/Egypt-still-waiting-for-international-finance.aspx>

¹⁴ La rencontre du G8 s'est tenue à Marseille en septembre 2011. En ligne : <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/20933/Business/Economy/Egypt-still-waiting-for-international-finance.aspx>

¹⁵ « Hillary Clinton visits Tunisia to press for reform » par John Thomen (18 mars 2011); en ligne : <http://www.thenational.ae/news/worldwide/middle-east/hillary-clinton-visits-tunisia-to-press-for-reform> (consulté le 25 octobre 2011)

¹⁶ Remarques faites par Hillary Rodham Clinton, secrétaire d'État des É.-U., New York (22 septembre 2011), en ligne : <http://www.state.gov/secretary/rm/2011/09/173785.htm>.

¹⁷ Voir : The Egyptian Gazette: <http://213.158.162.45/~egyptian/index.php?action=news&id=21097&title=US%20to%20support%20Egypt%27s%20reforms.%20economy> (consulté le 25 octobre 2011)

L'Union européenne (UE)

De même, l'UE se positionna sans tarder, annonçant ses aspirations pour le *printemps arabe*. La haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la sécurité fit plusieurs visites en Tunisie à compter du début février 2011.¹⁸ Plus tard, l'UE annonça la mise sur pied du groupe de travail UE-Tunisie en vue de soutenir la relance économique.¹⁹ La haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la sécurité se rendit en Tunisie en septembre 2011²⁰ dans le cadre d'une mission intitulée *Stimuler la croissance, l'investissement et l'emploi*, où des représentants tunisiens et européens du secteur privé firent partie intégrante des discussions.²¹ La première rencontre du groupe de travail UE-Tunisie convint de reprendre les négociations en vue de la libéralisation des échanges en agriculture et de lancer un *accord de libre-échange complet et détaillé*, entre autres programmes d'aide et de financement.²² L'UE avait déjà élargi le mandat de deux institutions financières majeures, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), tant en Tunisie qu'en Égypte. Cela fut fait sans évaluation des interventions antérieures de la BEI dans la région et de leurs répercussions sur les processus de développement, ni préévaluation des attentes relatives au développement des premières interventions de la BERD. Ainsi, même si la BERD a lancé un appel d'offres public pour l'*Évaluation critique du cadre de financement infrasouverain* pour l'Égypte et la Tunisie, ces évaluations n'évaluent pas la valeur ajoutée sur le plan de la réduction de la pauvreté, la création d'emploi et le respect des processus démocratiques, même si ces éléments sont tous cités dans l'énoncé de mission de la Banque.²³

Parallèlement, des représentants de l'UE dirent clairement qu'ils ne considéraient pas comme déficientes les bases stratégiques établies avec les régimes précédents en matière d'économie, préconisant plutôt de les poursuivre et les approfondir. Après avoir annoncé que l'UE ajouterait 1,24 milliard € aux 5,7 milliards € prévus pour soutenir ses voisins au Sud et à l'Est,¹ le président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, nota que cela ne serait pas suffisant pour relever les défis socioéconomiques des voisins de l'UE, ajoutant : « *nous [l'UE] devons faire plus pour stimuler la croissance et l'emploi... et favoriser les accords de libre-échange, les concessions ciblées et l'investissement judicieux* ». Le conseil des affaires étrangères de l'UE annonça (lundi 26 septembre, Bruxelles) l'accélération de plusieurs négociations en cours et la préparation d'accords de libre échange *complets et détaillés* sur lesquels s'appuierait le soutien apporté par l'UE à la transition démocratique et économique des pays méditerranéens.²⁴

¹⁸ Voir : http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/119433.pdf
<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/151>;

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/122731.pdf

¹⁹ Plus de plus amples détails sur la rencontre du groupe de travail en septembre 2011 :

<http://europa.eu/eucalendar/event/id/256064-first-session-of-the-eutunisia-task-force/mode/standalone>

²⁰ Voir : <http://www.ebrd.com/pages/workingwithus/procurement/notices/csu/34403.shtml>

²¹ Voir : <http://www.tunisia-live.net/2011/09/28/catherine-ashton-visits-tunisia/>

²² Voir : « EU: New Tunisia is example for entire region » (29 septembre 2011) :

<http://en.trend.az/regions/met/arabicr/1938365.html> .

²³ Énoncé de mission de la BERD(en anglais) : « ... Notre mission est de promouvoir des économies de marché qui fonctionnent bien – où les entreprises sont concurrentielles, où on encourage l'innovation, où les revenus reflètent l'amélioration de l'emploi et de la productivité, et où les conditions sociales et environnementales reflètent les besoins de la population. » En ligne : <http://www.ebrd.com/pages/about/what/mission.shtml>

²⁴ Parmi les mesures adoptées par le conseil des affaires étrangères de l'UE, citons le lancement de négociations par pays une fois remplies les conditions économiques et sociales, dont l'accès au marché pour les produits agricoles,

Le Fonds monétaire international (FMI)

Le FMI ne mit pas de temps à offrir ses services pour « épauler les pays MOAN désireux de définir leur propre stratégie économique et de la convertir en un programme de développement pluriannuel chiffré et articulé secteur par secteur, le tout s'insérant dans un cadre macroéconomique à moyen terme »²⁵. Le rôle du FMI et les possibles retombées négatives des conditions associées à un prêt du Fonds furent pourtant exposés dans d'orageux débats publics et officiels au sujet d'un prêt à l'Égypte. Quelques mois après le rejet d'un prêt du FMI en juin 2011, le ministre des Finances du gouvernement égyptien de transition relança les négociations avec le Fonds sur un emprunt de 3,2 milliards \$.²⁶

Dans la foulée des révolutions, le FMI et la Banque mondiale mirent l'accent sur le fait que les lacunes du modèle économique prôné aux régimes précédents provenaient de son application dans un cadre autocratique et oppressif plutôt que de l'essence même du modèle.²⁷ À cet égard, le FMI notait que « *L'une des raisons des récents soulèvements était le mécontentement suscité par des systèmes politiques et économiques qui étaient perçus comme étant biaisés en faveur d'une poignée de privilégiés et conçus de telle manière que les gains résultant des réformes bénéficient en grande partie à un petit segment de la population.* »²⁸.

De même, les recommandations du FMI sont fondées sur des éléments qui renforcent les choix économiques prônés aux régimes antérieurs et l'on se garde bien d'aborder les lacunes avérées de ces choix pour régler les problèmes de développement auxquels font face les pays arabes.

À l'avant-plan de son rapport intitulé « Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée », présenté au sommet du G8 (mai 2011), le Fonds met l'accent sur le besoin « *d'une accélération très significative de la croissance économique* », appelant directement à adopter « *des mesures visant à créer un environnement favorable au secteur privé* » et rappelant l'importance des « *besoins de stabilité macroéconomique* »²⁹. Le

l'accréditation et l'acceptation pour les biens et services industriels et l'investissement de règles d'origine euroméditerranéennes préférentielles et assez ambitieuses pour envisager une intégration graduelle au marché unique de l'UE. On s'attend à ce que la Commission de l'UE présente en novembre 2011 une version préliminaire des mandats de négociation d'accords de libre-échange complets et détaillés avec l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie.

²⁵ Fonds monétaire international (2011), Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée (p.3). Document présenté au sommet du G8, Deauville, France, 27 mai 2011.

²⁶ Voir : <http://www.reuters.com/article/2011/10/05/us-egypt-financing-idUSTRE7943HK20111005>
[Egypt considering IMF deal rejected in June](#) (mercredi 5 octobre 2011)

²⁷ Banque mondiale (mai 2011), « Towards a New Partnership for Inclusive Growth in the Middle East and North Africa (MENA) Region » (p.1) (en anglais): « *Des réformes économiques avaient été amorcées dans plusieurs pays au cours de la dernière décennie. En raison du déclin de la légitimité de l'État, de la faible participation politique, du népotisme, des perceptions de corruption et de prédation, et du peu de reddition de comptes, les réformes furent cependant trop partielles pour vraiment s'implanter ou transformer des institutions sclérosées. On avait souvent l'impression qu'elles aggravaient l'inégalité et profitaient à l'élite branchée aux milieux politiques.* »

²⁸ Fonds monétaire international (2011), Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée (p.8). Document présenté au sommet du G8, Deauville, France, 27 mai 2011.

²⁹ Fonds monétaire international (2011), Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée (Sommaire). Document présenté au sommet du G8, Deauville, France, 27 mai 2011.

FMI³⁰ y souligne encore le besoin de réexaminer le rôle du secteur public et faire de la place à un secteur privé dynamique (y compris par la mise en place d'une démarche plus commerciale dans l'exercice des activités publiques, par exemple, appels d'offres compétitifs et sous-traitance de certains services au secteur privé).³¹ Le rapport recommande aussi d'améliorer le climat des affaires (multiplier les zones d'investissement où les entrepreneurs profitent d'une réglementation simplifiée, d'une faible imposition et de droits accrus pour les investisseurs³²), d'élargir la portée des systèmes financiers (éliminer les obstacles à l'entrée et réévaluer le rôle des banques publiques)³³, de favoriser l'intégration commerciale (libéraliser le commerce des services, les mouvements de capitaux et les investissements, assurer la liberté de circulation de la main-d'oeuvre, la liberté d'établissement et la convergence des réglementations dans des domaines tels que la politique de la concurrence, les régimes du commerce et de l'investissement, les marchés publics...³⁴) et d'améliorer le fonctionnement du marché du travail (assouplir les réglementations du marché du travail). Le Fonds insiste sur l'importance de mettre en place des institutions efficaces et transparentes, axées sur la modernisation du cadre juridique et réglementaire des droits de propriété, de la concurrence antitrust et des faillites.³⁵ Le FMI poursuit avec une mise en garde contre l'augmentation des dépenses sociales³⁶ et recommande au gouvernement de « mettre en place des mécanismes de protection sociale mieux ciblés »³⁷ comme les transferts monétaires et autres formes de soutien du revenu.

³⁰ Fonds monétaire international (2011), Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée (p.8). Document présenté au sommet du G8, Deauville, France, 27 mai 2011.

³¹ Fonds monétaire international (2011), Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée (p.11). Document présenté au sommet du G8, Deauville, France, 27 mai 2011.

³² *Ibid.* (FMI 2011)

³³ Fonds monétaire international (2011), Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée (p.13) : « Parmi les domaines d'action figurent le renforcement de l'infrastructure financière (par exemple informations sur le crédit et droits des créanciers); l'intensification de la concurrence par l'élimination des obstacles à l'entrée sur le marché et la réduction de la tolérance de la réglementation à l'égard des grosses positions à risque et des prêts entre parties liées; la réévaluation du rôle des banques publiques; le développement du système financier non bancaire; et l'approfondissement des marchés obligataires et boursiers nationaux afin d'assurer d'autres sources de financement. »

³⁴ Fonds monétaire international (2011), Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée (pp. 12 et 13). Document présenté au sommet du G8, Deauville, France, 27 mai 2011.

³⁵ *Ibid.*; FMI 2011 (p. 14).

³⁶ Fonds monétaire international (2011), Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée (pp. 7 et 8) : « Dotés d'une marge de manoeuvre budgétaire très limitée, les importateurs de pétrole de la région MOAN font face à un défi immédiat: préserver leur stabilité macroéconomique tout en assurant la cohésion sociale. À court terme, il est compréhensible et nécessaire d'augmenter les dépenses au nom de cette cohésion sociale. Quoiqu'il en soit, les importateurs de pétrole ne peuvent pas se permettre de grever les finances publiques et risquer de compromettre, à moyen terme, la mise en oeuvre du nouveau programme pour une croissance équitable. Ils devront donc compenser une partie des surcoûts induits par l'augmentation des subventions et les autres mesures de soutien en taillant dans d'autres postes budgétaires. De même, ils devront également éviter les mesures qui feraient augmenter les dépenses de manière permanente. Pour conserver la confiance des marchés et empêcher de nouvelles hausses des coûts de financement, les pouvoirs publics devraient établir des plans d'urgence crédibles et détaillés. » et « En attendant que les réformes commencent à porter leurs fruits et profitent au plus grand nombre, les demandes d'augmentation des dépenses émanant des citoyens et les besoins d'investissement associés aux programmes de réforme vont accentuer la pression sur les budgets. Si les exportateurs de pétrole ont des ressources suffisantes pour lancer les investissements requis et résister à la pression, les importateurs ont en revanche moins de marge car ils doivent veiller à préserver la viabilité extérieure et budgétaire pour pouvoir appliquer leur programme de croissance génératrice d'emplois à moyen terme. »

³⁷ *Ibid.* IMF 2011 (p. 13).

De toute évidence, le FMI s'est empressé de *revamper* son discours après les révolutions en Tunisie et en Égypte, multipliant les références aux politiques sociales, au développement favorable aux pauvres et à l'inclusivité. De fait, la recherche sur les avis stratégiques du FMI dans la région démontre que malgré les belles paroles du FMI, on voit très peu de différence entre ce qui est prôné aux gouvernements et aux peuples arabes aujourd'hui et ce qui était prôné aux dictateurs d'hier.³⁸ Ce n'est pas la première fois que cette institution internationale *revampe* son discours. Après la crise, le FMI s'est donc réinventé en tant qu'institution apte à gérer la crise, tout comme il a adopté au fil des ans un discours favorable aux pauvres, à l'égalité des sexes et à l'environnement pour camoufler l'habituelle orthodoxie de ses avis stratégiques.

La Banque mondiale (BM)

La BM a un portefeuille courant de 3,8 milliards \$ de prêts approuvés pour l'Égypte. Après la révolution égyptienne, la Banque amorça avec les autorités égyptiennes des discussions (en cours en septembre 2011) au sujet d'une aide supplémentaire de 4,5 milliards \$ pour 2012-2013. Cela comprend 2 milliards \$ en prêts pour les politiques de développement axées sur la réforme de la gouvernance et la création d'emploi.³⁹ En outre, la BM a annoncé qu'elle verserait 1 milliard \$ à un fonds arabe d'infrastructure, un outil de financement axé sur l'infrastructure régionale et les partenariats public-privé dans les pays arabes.⁴⁰ En juin 2011, la Banque approuvait un prêt de 500 millions \$ à la Tunisie en vertu du même instrument de prêts pour les politiques de développement. Le prêt couvre plusieurs secteurs : services sociaux (30 %), administration publique (20 %), droit et justice (20 %), banques (20 %) et santé (10 %).⁴¹

Le prêt pour les politiques de développement offert par la BM inclut de l'aide financière pour appuyer la réalisation d'un ensemble de résultats de développement par un programme à moyen terme de politiques et changements institutionnels. La BM allègue que les réformes stratégiques sont « *adoptées d'un commun accord* » avec les pays bénéficiaires et « *habituellement en lien avec les politiques économiques et sectorielles du pays* ». ⁴² Elle prétend également avoir réduit le nombre de conditions de politiques économiques liées au financement du développement depuis l'examen de la conditionnalité réalisé en 2005.⁴³ Des études démontrent pourtant que les

³⁸ Bond, Patrick (2011), « Neo-Liberal Threats to North Africa », publié par Review of African Political Economy, Vol. 38, No. 129, septembre 2011.

³⁹ Source: Site Web de la Banque Mondiale :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/MENAEXT/0,,a:b~contentMDK:22946182~pagePK:146736~piPK:146830~theSitePK:256299,00.html>

(Par : Shamshad Akhtar, vice-président de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Banque mondiale, juin 2011).

⁴⁰ Source : <http://www.infrastructureinvestor.com/article.aspx?article=60472>; de concert avec la Banque, le fonds est soutenu par la SFI et la Banque de développement musulmane.

⁴¹ Banque mondiale; Program Information Document (29 avril 2011), Report No.: AB6555; en ligne : http://www-wds.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187283&siteName=WDS&entityID=000001843_20110601141936 et <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:23018433~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html>

⁴² Source: Banque mondiale, en ligne (en anglais) :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/PROJECTS/0,,contentMDK:20120732~menuPK:268725~pagePK:41367~piPK:51533~theSitePK:40941,00.html>

⁴³ Honkaniemi, Nora (2010), « World Bank crisis-lending contravenes Eurodad responsible lending principles » (26 août 2010); en ligne :

conditionnalités sont encore nombreuses, voire à la hausse dans certains domaines.⁴⁴ Dans le rapport intitulé « Development Policy Lending Retrospective », sur l'évaluation **systemique** de la politique de prêts⁴⁵, la BM reconnaît elle-même qu'il y a des domaines où les progrès ont été nuls ou limités, notant entre autres que « *des horizons macroéconomiques sont souvent axés sur le court terme et tendent à négliger les perspectives de croissance à long terme* ». Le rapport note aussi que les processus de participation et de consultation ne sont pas toujours documentés dans les documents de programme et que l'on ignore dans quelle mesure il est tenu compte des recommandations des intervenants dans la conception du programme; dans bien des cas, les opérations ne font pas référence aux résultats des analyses d'impact social et d'impact sur la pauvreté.⁴⁶

Qui plus est, la recherche menée par le réseau de la société civile Eurodad démontre que 57 conditions sont rattachées aux trois prêts accordés au Ghana en 2009; 12 d'entre elles n'ont pas été présentées de façon explicite dans les accords de prêt et on y fait plutôt référence dans la Lettre de politiques de développement du gouvernement du Ghana.⁴⁷ De telles pratiques réduisent la transparence et privent les intervenants nationaux de l'espace et de l'information dont ils ont besoin pour participer à l'identification et au contrôle des réformes stratégiques entreprises par leur gouvernement. Les conditions stipulées étaient souvent axées sur la réduction du déficit et la promotion de partenariats public-privé, notamment dans le secteur de l'énergie. Elles incitaient donc l'État à reporter ou retenir des investissements publics d'importance cruciale pour la croissance et le développement à long terme, et à promouvoir exagérément l'investissement dans certains secteurs où les résultats de développement et d'équité sont marginalisés, notamment quand le secteur privé s'intéresse avant tout au recouvrement des coûts et aux profits.

Ce type de pratiques alourdirait les processus politiques en Égypte et en Tunisie, et limiterait les possibilités de repenser de façon représentative et démocratique les politiques économiques et sociales, et les visions du développement à l'échelle nationale. De fait, la Banque a déjà insisté sur l'importance de garder le soutien des politiques sociales dans le cadre de strictes limites fiscales. Elle a mis en garde contre l'expansion du filet social et l'augmentation du salaire minimum et des avantages sociaux, prônant l'emploi à court terme dans les travaux publics

<http://www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=326&item=4221>

⁴⁴ Eurodad (2006), « The World Bank Development Policy Lending retrospective: looking backwards or going forward? », en ligne : <http://www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=326>

⁴⁵ Banque Mondiale (2006), « Development Policy Lending Retrospective »; Operations Policy and Country Services. La Banque présente l'objectif du rapport (en anglais) : « La rétrospective sur les prêts aux politiques de développement répond à une demande des délégués et du conseil de l'IDA quant à l'examen **systematique** de l'expérience de l'application de la nouvelle politique. Il jette les bases de la préparation d'un cadre d'évaluation de l'état de préparation des pays à utiliser de manière productive les opérations de politiques de développement (OPD) d'ici l'examen de mi-parcours de l'IDA. La rétrospective constitue aussi un rapport d'étape sur l'application de bons principes de pratique en matière de conditionnalité, mis de l'avant dans le contexte de l'examen des conditionnalités de la Banque mondiale en 2005 à la demande des délégués et du conseil de l'IDA. » (sommaire du rapport)

⁴⁶ *Ibid.* Banque mondiale (2006), en ligne :

http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/TW3P/IB/2006/07/14/000012009_20060714104555/Rendered/PDF/367720rev0pdf.pdf

⁴⁷ Honkaniemi, Nora (2010), « World Bank crisis-lending contravenes Eurodad responsible lending principles » (26 août 2010), en ligne :

<http://www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=326&item=4221>

comme politique d'emploi plus efficace.⁴⁸ Ces avis risquent fort d'aiguiller l'élaboration des politiques publiques vers les objectifs à court terme de stabilité macroéconomique que privilégie la Banque, mais qui ne sont pas forcément favorables aux objectifs de développement des populations en Égypte et en Tunisie.⁴⁹

PARTIE III : Dangers pour les révolutions populaires

Il est clair d'après cet aperçu des avis stratégiques et des attentes déclarées des grandes puissances mondiales et des institutions financières internationales envers l'Égypte et la Tunisie que l'on utilise les révolutions populaires comme plateforme pour recycler les politiques et recettes économiques orthodoxes en réponse à la quête de changement du peuple. Dans ce contexte, on utilise l'aide pour limiter et détourner les objectifs économiques et sociaux des révolutions.⁵⁰ À ce sujet, Adam Hnieh fait remarquer que

la pléthore de projets d'aide et d'investissement maintenant promise par les institutions financières régionales et mondiales, et par les grandes puissances occidentales, a pour but véritable de consolider et renforcer le pouvoir de la classe dominante égyptienne en réaction aux mobilisations populaires persistantes. Cette aide externe prétend promouvoir des mesures aussi louables que la création d'emploi et l'expansion de l'infrastructure; de fait, ces mesures sont plutôt fondées sur les politiques classiques d'ajustement structurel – privatisation, déréglementation et ouverture accrue au commerce et à l'investissement étrangers.⁵¹

On voit bien que l'UE tente de protéger et d'affermir ses priorités en matière de commerce et d'investissement, qui servent les intérêts de l'entreprise et ont prouvé qu'elles ne conviennent pas aux besoins de développement des pays partenaires.⁵² De plus, l'administration étatsunienne et

⁴⁸ Banque mondiale (2011), Middle East and North Africa region: regional economic update – « Facing Challenges and Opportunities » (p.12); en ligne :

<http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/MENAFacingChallengestextjuly13.pdf> On déclare dans le rapport (en anglais) : « Déjà, alors que les États veulent réduire le chômage et alléger le fardeau du prix élevé des denrées de base, on note l'élargissement rapide du filet social dans la région. Si certaines mesures sont souhaitables, notamment celles qui visent à protéger les plus vulnérables, plusieurs de ces vastes politiques risquent de se révéler très coûteuses. Notamment, l'expansion de l'emploi dans le secteur public est onéreuse et difficile à renverser. Il serait plus efficace d'adopter des politiques axées sur l'emploi à court terme dans les travaux publics. De plus, le fait d'augmenter le salaire minimum, le salaire dans la fonction publique ou les prestations de chômage, comme l'ont fait quelques pays, réduira sans doute l'équilibre de l'emploi en l'absence d'autres changements. Dans la mesure où l'on subventionne le prix du carburant, cela crée une distorsion et oriente les ressources vers des industries énergivores, généralement à forte intensité capitalistique. »; cité par Patrick Bond dans « Neo-Liberal Threats to North Africa ».

⁴⁹ Voir l'avis de Mahmoud El Khafif <http://www.rosaonline.net/Weekly/News.asp?id=117800>

⁵⁰ Voir la même déclaration de 67 groupes de la société civile arabe intitulée « A Call of Civil Society Organizations from the Arab Region and International Groups Against Diverting the Revolutions' Economic and Social Justice Goals through conditionalities imposed by the IMF, WB, EIB and EBRD » (juin 2011), en ligne : <http://www.annd.org/userfiles/file/latestnews/Statement-EN.pdf>

⁵¹ Adam Hnieh (juillet 2011), « Egypt's 'Orderly Economic Transition': Accelerated Structural Adjustment under a Democratic Veneer? »; Department of Development Studies, SOAS.

⁵² Voir des positions de groupes de la société civile sur la politique commerciale de l'UE, en ligne : http://www.annd.org/userfiles/file/latestnews/Arab%20NGO%20Network%20for%20Development_submission_trade%20and%20development_Sept%20202011.pdf et <http://www.annd.org/userfiles/file/latestnews/Brussels%20Declaration.pdf>); voir également « Global Europe: Competing in the World » où l'on présente un ambitieux programme visant à renforcer la capacité concurrentielle de

ses représentants, républicains ou démocrates, essaient de restabiliser les ententes économiques, commerciales et militaires fondées sur les liens étroits établis avec les anciens dictateurs. De fait, ce type d'approche risque de compromettre une transition nationale démocratique si on la maintient ou l'intensifie en Égypte et en Tunisie, et dans d'autres pays arabes.

Il y a une claire tendance à *revamper* les conseils économiques orthodoxes en faisant référence à la cohésion sociale et à la création d'emploi. Cela se reflète dans les rapports des institutions financières mondiales qui brandissent le spectre de l'instabilité macroéconomique et préviennent de ne pas étirer l'espace fiscal ni accroître les dépenses sociales, tout en offrant de généreuses formules de prêts. Il y a aussi une tendance à présenter les lacunes des avis stratégiques du passé comme le résultat des faiblesses de la gouvernance plutôt que de l'échec même de la politique économique. On tente ainsi de rétablir l'espace requis pour promouvoir l'hypothèse sous-jacente du néolibéralisme, à savoir, l'existence de liens solides entre libéralisation économique et transformation démocratique.⁵³ Qui plus est, en mettant l'accent sur les problèmes de gouvernance, on risque moins d'aborder la question du rétablissement du rôle de l'État et de l'art de gouverner en fonction d'une politique de développement typiquement nationale. Une telle approche peut aussi constituer une première étape en vue de contenir la révolution dans certaines limites et convaincre les États que la seule option sur le front économique consiste à restabiliser les modèles économiques antérieurs plutôt que de redéfinir de façon démocratique des options économiques et cultiver des politiques de développement à l'échelle nationale.

De plus, prêter aux merveilles de la technologie des communications un rôle exagéré dans le déclenchement des révolutions en Tunisie et en Égypte comporte le danger que l'on assimile les forces à l'origine de ces révolutions à des mouvements dépolitisés. On a clairement senti cette tendance dans l'importance accordée au rôle des technologies de l'information dans la mobilisation des gens autour de la révolution, en même temps que l'on marginalisait et que l'on passait sous silence les vraies luttes politiques des groupes organisés ou non – groupes de travailleurs, groupes de femmes, syndicats et autres entités de la société civile. Cela risque d'occulter le fait que la révolution réclamait la transformation des piliers politiques et idéologiques qui ont défini les réalités politiques et économiques de la région.

Ce contexte global est une tentative évidente d'établir de nouveaux mécanismes pour renforcer l'oppression des droits et exigences du peuple sur le plan économique et social, assurée par le passé avec la coopération totale et inconditionnelle des dictateurs, tant en Tunisie qu'en Égypte.

MOT DE LA FIN

l'UE et ses entreprises en mettant l'accent sur l'ouverture des marchés. En ligne :

http://europa.eu/legislation_summaries/external_trade/r11022_en.htm

⁵³ Selon cette approche, c'est par des réformes de la réglementation relative à la concurrence, à l'investissement, au règlement des différends, etc. que les nouveaux intervenants économiques pourront jouer un rôle plus important dans l'économie nationale. Sous ce prétexte, on a présenté la libéralisation du commerce international comme un outil nécessaire pour promouvoir à l'étranger la démocratie et les droits de la personne, voire la paix dans le monde. Voir Daniel Griswold (2007), « Trade, Democracy and Peace: The Virtuous Cycle », (avril 20), http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=10712; il vaut la peine de noter qu'en 2001, l'administration Bush appelait à la démocratisation de la région arabe par l'adoption d'accords bilatéraux de libre-échange.

Les révolutions en Tunisie et en Égypte ont hâté les processus de réflexion critique sur les systèmes de gouvernance politique. Ce débat englobe divers acteurs : partis politiques nouveaux et existants, organisations de la société civile, syndicats et groupes émergeant des révolutions elles-mêmes, qui représentent tout un éventail de jeunes et de formes d'organisation. On a beaucoup parlé de certains enjeux : réformes constitutionnelles, droits et procédures en matière d'élection, pouvoirs des appareils législatifs et judiciaires, et rapports avec les institutions totalitaires, comme les agences de sécurité. Il est toutefois important d'aborder de façon critique et vigoureuse les enjeux économiques et sociaux, y compris les processus requis pour repenser les politiques de développement.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) notait que

... les soulèvements actuels sont le résultat des choix que les pouvoirs publics des pays de la région ont faits aux niveaux commercial et économique au cours des dernières décennies. Toutefois, pour les décideurs des pays subissant des pressions similaires, c'est l'occasion ou jamais de reconstruire des institutions publiques jusqu'alors négligées de façon à ce qu'elles puissent donner l'impulsion nécessaire à la restructuration de la gouvernance de l'économie et du travail⁵⁴. Qui plus est, la CNUCED⁵⁵ estime que la situation actuelle peut « fournir un point de départ pour réorienter les politiques macroéconomiques vers une croissance soutenue de manière à amorcer un cercle vertueux d'investissement, de gains de productivité, d'élévation des revenus et de création d'emplois afin que la hausse des revenus résultant des gains de productivité soit équitablement répartie entre le travail et le capital. »⁵⁶

De fait, il est nécessaire de récupérer l'espace politique perdu en raison de l'adoption ponctuelle par les régimes antérieurs de la libéralisation économique dissociée des niveaux de développement. Cela suppose, entre autres, de privilégier les politiques dans le secteur de la production et ne plus envisager le commerce, l'investissement et les finances comme par le passé, mais plutôt les mettre au service des politiques relatives à la production et à l'emploi.

De même, l'une des réformes les plus cruciales à envisager est un processus en vue de déclencher un vaste débat national sur l'instauration d'un nouveau modèle économique et social qui reflète les problèmes de développement, accorde la priorité aux droits des citoyens et redresse l'exclusion sur divers fronts. Ce processus se caractériserait par un dialogue national sain et inclusif réunissant décideurs, groupes politiques, organisations de la société civile et citoyens en général. Il suppose la mobilisation nationale et régionale des penseurs en matière d'économie et de développement afin d'établir le cadre d'une vision stratégique du développement, ancrée dans les difficultés et les capacités de chaque pays. Cette discussion inclurait une réflexion sur le rôle du secteur public et du secteur privé, sur les nouvelles institutions qui devraient être au cœur du processus de développement – dont de possibles banques de développement nationales – et sur la révision du rôle des banques centrales en matière de développement.

⁵⁴ Synthèse de la CNUCED (2011), « Les tensions sociales ouvrent la voie à une croissance économique fondée sur l'équité sociale », cité dans « UNCTAD: Social unrest - an opportunity to reshape economic policies », publié dans SUNS #7107 (14 mars).

⁵⁵ Bulletin politique de la CNUCED (2011), « Les tensions sociales ouvrent la voie à une croissance économique fondée sur l'équité sociale »,

⁵⁶ Ibid.

Compte tenu du rôle joué par les institutions financières internationales, entre autres institutions de la gouvernance mondiale, il y a un danger évident de « *réduire le sens de la démocratie à l'élection de représentants qui, indépendamment de leur affiliation idéologique, seront forcés de poursuivre les mêmes politiques économiques et sociales* ». ⁵⁷ Cette influence exercée par les puissances économiques et financières ne doit pas échapper à l'examen attentif du peuple et de la société civile – y compris d'intervenants locaux comme les partis politiques, les syndicats et les groupes de la société civile – ainsi qu'à celui de campagnes et appareils de surveillance d'envergure régionale et mondiale. Dans cet ordre d'idées, la population doit sans cesse questionner les intervenants politiques locaux – dont les représentants de l'État, les pouvoirs législatifs et les partis politiques actifs – sur les priorités économiques et leur lien avec un processus de développement ancré dans l'équité, la justice et les droits des citoyens.

Au sujet de l'auteur

Kinda Mohamadieh est directrice des programmes de l'Arab NGO Network for Development (ANND)/www.annd.org, où elle s'intéresse aux questions relatives aux droits économiques et sociaux, aux politiques de développement, aux ententes en matière de commerce et d'investissement, aux réformes démocratiques ainsi qu'à d'autres enjeux liés à la gouvernance et la mondialisation. Kinda détient un baccalauréat en droit économique européen et international de l'Université de Lausanne ainsi qu'une maîtrise en affaires publiques, avec majeure en développement international et gestion sans but lucratif, de l'Université de Californie à Los Angeles. Elle a entrepris une formation universitaire en économie à l'Université américaine de Beyrouth. Elle travaille au bureau de l'ANND à Beyrouth.

⁵⁷ B.S. Chimni (2006); « *Third World Approaches to International Law: A Manifesto* » (p. 1); *International Community Law Review* 8: 3–27, 2006. 3, Koninklijke Brill NV. Imprimé aux Pays-Bas.

Bibliographie sommaire

Bond, Patrick (2011), « *Neo-Liberal Threats to North Africa* », publié par *Review of African Political Economy*, Vol. 38, No. 129, septembre 2011.

Chossudovsky, Michel (2011), « *Tunisia and the IMF's Diktats: How Macro-Economic Policy Triggers Worldwide Poverty and Unemployment* »
www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=22867).

Chimni, B.S. (2006); « *Third World Approaches to International Law: A Manifesto* »;
International Community Law Review 8: 3–27, 2006. 3, Koninklijke Brill NV.

Eurodad (2006), « *The World Bank Development Policy Lending Retrospective: Looking Backwards or Going Forward?* », en ligne :
<http://www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=326>

Hnieh, Adam (juillet 2011), « *Egypt's 'Orderly Economic Transition': Accelerated Structural Adjustment under a Democratic Veneer?* »; Department of Development Studies, SOAS.

Honkaniemi, Nora (2010), « *World Bank Crisis-lending Contravenes Eurodad Responsible Lending Principles* » (26 août 2010), en ligne :
<http://www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=326&item=4221>

Fonds monétaire international (2010), République arabe d'Égypte : 2010 Article IV consultation, country report no. 10/94, Washington, avril 2010.

Fonds monétaire international (2011), « *Transformation économique dans le MOAN : tenir la promesse d'une prospérité partagée* ».

Muderrisoglu, Gaye B. et Hanson, Jonathan K. (2008), « *Authoritarian States and IMF Conditionalities* ».

SUNS (2011). « *UNCTAD: Social Unrest - an Opportunity to Reshape Economic Policies* » publié dans SUNS #7107.

Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, document de politiques (2011), « *Social unrest paves the way: A fresh start for economic growth with social equity* ».

Programme des Nations Unies pour le Développement et Ligue des États arabes (2009). « *Development Challenges in the Arab States: A Human Development Approach* ».

Banque mondiale (2006), « *Development Policy Lending Retrospective; Operations Policy and Country Services* ».

Banque mondiale (2011), Middle East and North Africa region: regional economic update; « *Facing Challenges and Opportunities* »; en ligne :
<http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/MENAFacingChallengestextjuly13.pdf>

Kinda Mohamadieh

Banque mondiale (mai 2011), « *Towards A New Partnership for Inclusive Growth in the Middle East and North Africa (MENA) Region* ».